



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 77.116/4
du 6 novembre 2024

advies 77.116/4
van 6 november 2024

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal
du 9 juin 2024 exécutant la loi
du 26 avril 2024 établissant
un cadre pour la cybersécurité
des réseaux et des systèmes
d'information d'intérêt général
pour la sécurité publique'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
9 juni 2024 tot uitvoering van
de wet van 26 april 2024 tot
vaststelling van een kader voor
de cyberbeveiliging van
netwerk- en
informatiesystemen van
algemeen belang voor de
openbare veiligheid'

Le 14 octobre 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Énergie à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 9 juin 2024 exécutant la loi du 26 avril 2024 établissant un cadre pour la cybersécurité des réseaux et des systèmes d'information d'intérêt général pour la sécurité publique'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 6 novembre 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur, et Arnaud PICQUÉ, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 novembre 2024.

*

Op 14 oktober 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Énergie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juni 2024 tot uitvoering van de wet van 26 april 2024 tot vaststelling van een kader voor de cyberbeveiliging van netwerk- en informatiesystemen van algemeen belang voor de openbare veiligheid'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 6 november 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur, en Arnaud PICQUÉ, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 november 2024.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FONDEMENT JURIDIQUE

1. Selon son préambule, le projet entend se donner pour fondement juridique :

– L'article 59, paragraphe 2, point e), du règlement (UE) 2019/943 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 'sur le marché intérieur de l'électricité' ;

– L'article 4, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2024/1366 de la Commission du 11 mars 2024 'complétant le règlement (UE) 2019/943 du Parlement européen et du Conseil établissant un code de réseau sur les règles sectorielles concernant les aspects liés à la cybersécurité des flux transfrontaliers d'électricité' ;

– Les articles 37 et 108 de la Constitution ;

– L'article 15 de la loi du 26 avril 2024 'établissant un cadre pour la cybersécurité des réseaux et des systèmes d'information d'intérêt général pour la sécurité publique', en ce qui concerne les tâches de l'autorité nationale de cybersécurité et de l'autorité sectorielle pour le secteur de l'Énergie.

2. L'article 15 de la loi du 26 avril 2024 transpose l'article 8, paragraphes 1 et 2, de la directive (UE) 2022/2555 du Parlement Européen et du Conseil du 14 décembre 2022 'concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de cybersécurité dans l'ensemble de l'Union, modifiant le règlement (UE) n° 910/2014 et la directive (UE) 2016/1148 (directive SRI 2)'.

3.1. L'article 8, paragraphes 1 et 2, de la directive (UE) 2022/2555 dispose :

« Autorités compétentes et points de contact uniques

1. Chaque État membre désigne ou établit une ou plusieurs autorités compétentes chargées de la cybersécurité et des tâches de supervision visées au chapitre VII (ci-après dénommées 'autorités compétentes').

2. Les autorités compétentes visées au paragraphe 1 contrôlent la mise en œuvre de la présente directive au niveau national ».

3.2. L'article 15 de la loi du 26 avril 2024 habilite le Roi à désigner les autorités compétentes au sens de la directive (UE) 2022/2555 :

« § 1^{er}. Le Roi désigne l'autorité nationale de cybersécurité.

§ 2. Après avis de l'autorité nationale de cybersécurité, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, désigner une autorité sectorielle et, le cas échéant, un service d'inspection sectoriel chargé, pour un secteur ou sous-secteur spécifique, de la supervision de la mise en œuvre des mesures sectorielles ou sous-sectorielles supplémentaires de gestion des risques en matière de cybersécurité visées à l'article 33.

Dans le cadre de la désignation visée à l'alinéa 1^{er}, le Roi tient compte de l'identité des autorités sectorielles et services d'inspection sectoriels désignées dans le cadre de la loi du 1^{er} juillet 2011.

[...] ».

4. Cette disposition a été exécutée par l'arrêté royal du 9 juin 2024 'exécutant la loi du 26 avril 2024 établissant un cadre pour la cybersécurité des réseaux et des systèmes d'information d'intérêt général pour la sécurité publique' qui, en son article 3, désigne :

– Au paragraphe 1^{er}, le « Centre pour la Cybersécurité Belgique » comme autorité nationale de cybersécurité ;

– Au paragraphe 2, des autorités sectorielles ou sous-sectorielles au sens de l'article 15, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 26 avril 2024.

Pour le secteur de l'énergie, c'est « le ministre fédéral ayant l'Énergie dans ses attributions ou, par délégation de celui-ci, un membre dirigeant du personnel de son administration » qui est désigné comme autorité sectorielle par l'article 3, § 2, 1^o, de l'arrêté royal du 9 juin 2024.

5.1. Le règlement délégué (UE) 2024/1366 exécute l'article 59, paragraphe 2, e), du règlement (UE) 2019/943 qui habilite la Commission « à adopter des actes délégués conformément à l'article 68 complétant le présent règlement en ce qui concerne l'établissement de codes de réseau dans les domaines suivants : [...] règles sectorielles concernant les aspects liés à la cybersécurité des flux transfrontaliers d'électricité, y compris des règles sur les exigences minimales communes, la planification, la surveillance, les rapports et la gestion de crise ».

Le règlement délégué (UE) 2024/1366 fixe ces règles sectorielles concernant les aspects liés à la cybersécurité des flux transfrontaliers d'électricité.

Son article 4, paragraphe 1, prévoit :

« Dès que possible et, en tout état de cause, au plus tard le 13 décembre 2024, chaque État membre désigne une autorité gouvernementale ou réglementaire nationale chargée d'exécuter les tâches qui lui sont assignées par le présent règlement (ci-après dénommée 'autorité compétente'). Jusqu'à ce que l'autorité compétente se soit vu assigner les tâches prévues par le présent règlement, l'autorité de régulation désignée par chaque État membre conformément à l'article 57, paragraphe 1, de la directive (UE) 2019/944 exécute les tâches de l'autorité compétente conformément au présent règlement ».

Par ailleurs, l'article 2, paragraphe 2, f), du même règlement prévoit :

« Dans le cadre de leurs mandats actuels, les autorités suivantes sont chargées d'exécuter les tâches assignées par le présent règlement :

[...]

f) les autorités compétentes en matière de cybersécurité ('ANC-CS') désignées ou établies par application de l'article 8 de la directive (UE) 2022/2555 ».

5.2. Il ressort des échanges avec le délégué du Ministre que, en l'état, les missions assignées par le règlement délégué (UE) 2024/1366 sont exercées, d'une part, par la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz et, d'autre part, par la Direction de l'Énergie du SPF Économie.

6. Le troisième considérant du préambule du règlement délégué (UE) 2024/1366 décrit le contexte de son adoption comme suit :

« La directive (UE) 2022/2555 du Parlement européen et du Conseil définit des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de cybersécurité dans l'ensemble de l'Union. Le règlement (UE) 2019/941 du Parlement européen et du Conseil complète la directive (UE) 2022/2555 en veillant à ce que les incidents de cybersécurité dans le secteur de l'électricité soient correctement identifiés comme un risque et à ce que les mesures prises pour y remédier soient dûment prises en compte dans les plans de préparation aux risques. Le règlement (UE) 2019/943 complète la directive (UE) 2022/2555 et le règlement (UE) 2019/941 en établissant des règles spécifiques pour le secteur de l'électricité au niveau de l'Union. En outre, le présent règlement délégué complète les dispositions de la directive (UE) 2022/2555 en ce qui concerne le secteur de l'électricité, chaque fois que des flux transfrontaliers d'électricité sont concernés ».

Le second considérant du préambule du projet énonce qu'il existe des « liens intrinsèques » entre le règlement délégué (UE) 2024/1366, d'une part, et la directive (UE) 2022/2555, d'autre part.

7. L'article 3, § 3, en projet de l'arrêté royal du 9 juin 2024 (article 2 du projet) désigne « l'autorité compétente » au sens de l'article 4, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2024/1366, à savoir le « ministre fédéral ayant l'Énergie dans ses attributions ou, par délégation de celui-ci, un membre dirigeant du personnel de son administration (le cas échéant, le ministre peut désigner un délégué différent par sous-secteur) ».

8. Interrogé sur le visa de l'article 15 de la loi du 26 avril 2024 au titre de fondement juridique du projet, le délégué du Ministre a répondu :

« Omtrent punt 2 informeren wij u hierbij als volgt. Artikel 15 van de wet 26 april 2024 verleent aan de Koning machtiging tot aanduiding van een sectorale overheid en inspectiedienst, die een omzetting vormt van richtlijn 2022/2555. Verordening (EU) 2024/1366 vormt een aanvulling op richtlijn 2022/2555, zie overwegende 3 van de Verordening (EU) 2024/1366, en voorziet in artikel 4 dat ieder EU lidstaat een bevoegde instantie aanduidt voor de implementatie van die verordening. Het voorliggende besluit beoogt op nationaal Belgisch niveau uitvoering te geven specifiek aan artikel 4 van voornoemde Verordening (EU) 2024/1366. Het voorliggende ontwerp besluit vindt zijn wettelijke basis in artikel 15 van de wet 26 april 2024 in samenhang gelezen met

artikel 108 van de Grondwet (algemene verordenende bevoegdheid aan de Koning) en artikel 37 van de Grondwet (de bevoegdheid van de Koning om diens overheid in te organiseren) ».

Il se déduit de cette réponse que le projet vise à désigner une autorité spécifique, dans le prolongement de la directive (UE) 2022/2555, ayant des tâches limitées à la sécurité des flux transfrontaliers d'électricité et dont les missions sont similaires à celles de l'autorité sectorielle pour le secteur de l'énergie visée par l'article 3, § 2, 1^o, de l'arrêté royal du 9 juin 2024.

9. À la lumière de l'ensemble des considérations qui précèdent, il convient de déterminer si le projet d'arrêté peut trouver son fondement juridique dans le pouvoir général d'exécution des lois qui découle de l'article 108 de la Constitution, combiné avec la loi du 26 avril 2024.

L'article 108 de la Constitution permet au Roi de dégager du principe de la loi et de son économie générale les conséquences qui en dérivent naturellement d'après l'esprit qui a présidé à sa conception et les fins qu'elle poursuit, sans en étendre ni en restreindre la portée ¹.

Au vu de l'imbrication et des « liens intrinsèques » entre le règlement délégué (UE) 2024/1366, la directive (UE) 2022/2555 et le règlement (UE) 2019/943, l'article 108 de la Constitution, combiné avec la loi du 26 avril 2024, procure un fondement juridique suffisant pour adopter l'arrêté en projet.

Par conséquent, et conformément aux recommandations en matière de légistique ², la mention de l'article 15 de cette loi sera omise de l'alinéa 4 du préambule.

Par ailleurs, comme le projet trouve son fondement juridique dans l'article 108 de la Constitution, combiné avec la loi du 26 avril 2024, la référence à l'article 37 de la Constitution sera omise à l'alinéa 3 du préambule.

EXAMEN DU PROJET

En vertu de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative' et ses arrêtés d'exécution, la formalité de l'analyse d'impact n'est rendue obligatoire qu'à l'égard des projets d'arrêtés « pour lesquels l'intervention du Conseil des ministres est requise par une disposition légale ou réglementaire ».

¹ Cass., 5 mai 1970, *Pas.*, I, 1970, p. 766.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 23.1, c).

Le projet examiné n'entrant pas dans cette catégorie, l'alinéa 6 du préambule sera omis.

Il peut être fait référence à l'analyse d'impact sous la forme d'un considérant, auquel cas la date de son accomplissement sera indiquée.

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

RECHTSGROND

1. Het ontwerp ontleent naar luid van de aanhef zijn rechtsgrond aan:

- artikel 59, lid 2, punt e), van verordening (EU) 2019/943 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 ‘betreffende de interne markt voor elektriciteit’;

- artikel 4, lid 1, van de gedelegeerde verordening (EU) 2024/1366 van de Commissie van 11 maart 2024 ‘tot aanvulling van Verordening (EU) 2019/943 van het Europees Parlement en de Raad door middel van de vaststelling van een netcode inzake sectorspecifieke regels voor met cyberbeveiliging samenhangende aspecten van grensoverschrijdende elektriciteitsstromen’;

- de artikelen 37 en 108 van de Grondwet;

- artikel 15 van de wet van 26 april 2024 ‘tot vaststelling van een kader voor de cyberbeveiliging van netwerk- en informatiesystemen van algemeen belang voor de openbare veiligheid’, voor wat betreft de taken van de nationale cyberbeveiliging en de sectorale autoriteit voor de sector energie.

2. Artikel 15 van de wet van 26 april 2024 strekt tot omzetting van artikel 8, leden 1 en 2, van richtlijn (EU) 2022/2555 van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2022 ‘betreffende maatregelen voor een hoog gezamenlijk niveau van cyberbeveiliging in de Unie, tot wijziging van Verordening (EU) nr. 910/2014 en Richtlijn (EU) 2018/1972 en tot intrekking van Richtlijn (EU) 2016/1148 (NIS 2-richtlijn)’.

3.1. Artikel 8, leden 1 en 2, van richtlijn (EU) 2022/2555 luidt als volgt:

“Bevoegde autoriteiten en centrale contactpunten

1. Elke lidstaat gaat over tot het aanwijzen of instellen van een of meer bevoegde autoriteiten, verantwoordelijk voor cyberbeveiliging en voor de in hoofdstuk VII van deze richtlijn bedoelde toezichthoudende taken (bevoegde autoriteiten).

2. De in lid 1 bedoelde bevoegde autoriteiten monitoren op de tenuitvoerlegging van deze richtlijn op nationaal niveau.”

3.2. Artikel 15 van de wet van 26 april 2024 machtigt de Koning ertoe de bevoegde autoriteiten in de zin van richtlijn (EU) 2022/2555 aan te wijzen:

“§ 1. De Koning wijst de nationale cyberbeveiligingsautoriteit aan.

§ 2. Na advies van de nationale cyberbeveiligingsautoriteit kan de Koning, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een sectorale overheid en, in voorkomend geval, een sectorale inspectiedienst aanwijzen die voor een specifieke sector of deelsector belast is met het toezicht op de uitvoering van de bijkomende sectorale of deelsectorale maatregelen voor het beheer van cyberbeveiligingsrisico's bedoeld in artikel 33.

In het kader van de aanwijzing bedoeld in het eerste lid houdt de Koning rekening met de identiteit van de in het kader van de wet van 1 juli 2011 aangewezen sectorale overheden en sectorale inspectiediensten.

(...).”

4. Aan die bepaling is uitvoering gegeven door het koninklijk besluit van 9 juni 2024 ‘tot uitvoering van de wet van 26 april 2024 tot vaststelling van een kader voor de cyberbeveiliging van netwerk- en informatiesystemen van algemeen belang voor de openbare veiligheid’. Artikel 3 van dat koninklijk besluit

- wijst in paragraaf 1 het “Centrum voor Cybersecurity België” aan als nationale cyberbeveiligingsautoriteit;

- wijst in paragraaf 2 de sectorale of deelsectorale autoriteiten aan in de zin van artikel 15, § 2, eerste lid, van de wet van 26 april 2024.

Voor de sector energie wordt, bij artikel 3, § 2, 1°, van het koninklijk besluit van 9 juni 2024, “de federale minister bevoegd voor Energie of, bij delegatie door deze laatste, een leidend personeelslid van zijn/haar administratie” aangewezen als sectorale autoriteit.

5.1. De gedelegeerde verordening (EU) 2024/1366 geeft uitvoering aan artikel 59, lid 2, e), van verordening (EU) 2019/943, dat de Commissie ertoe machtigt “overeenkomstig artikel 68 gedelegeerde handelingen vast te stellen met betrekking tot de vaststelling van netcodes op de volgende terreinen: (...) sectorspecifieke voorschriften voor met cyberbeveiliging samenhangende aspecten van grensoverschrijdende elektriciteitsstromen, regels over gemeenschappelijke minimumvereisten, planning, toezicht, rapportage en crisisbeheer”.

De gedelegeerde verordening (EU) 2024/1366 stelt die sectorspecifieke regels vast voor aspecten die met de cyberbeveiliging van grensoverschrijdende elektriciteitsstromen samenhangen.

Ze bepaalt in artikel 4, lid 1, het volgende:

“Elke lidstaat wijst zo spoedig mogelijk en in elk geval uiterlijk 13 december 2024 een nationale overheidsinstantie of een nationale regelgevende instantie aan om de bij deze verordening daaraan toegewezen werkzaamheden te verrichten (‘bevoegde instantie’). Tot het moment dat de bevoegde instantie belast is met de verrichting van de werkzaamheden uit hoofde van deze verordening, verricht de overeenkomstig artikel 57, lid 1, van Richtlijn (EU) 2019/944 door elke lidstaat aangewezen regelgevende instantie de werkzaamheden van de bevoegde instantie overeenkomstig deze verordening.”

Artikel 2, lid 2, f), van dezelfde verordening bepaalt bovendien het volgende:

“De volgende autoriteiten zijn, in het kader van hun huidige opdracht, verantwoordelijk voor het verrichten van de in deze verordening toegewezen werkzaamheden:

(...)

f) bevoegde instanties, verantwoordelijk voor cyberbeveiliging (‘CS-NCA’s’), zoals aangewezen of opgericht overeenkomstig artikel 8 van Richtlijn (EU) 2022/2555”.

5.2. Uit de communicatie met de gemachtigde van de minister blijkt dat de opdrachten die de gedelegeerde verordening (EU) 2024/1366 toewijst, bij de huidige stand van de teksten enerzijds door de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas en anderzijds door de Algemene directie Energie van de FOD Economie worden uitgevoerd.

6. De derde overweging van de preambule van de gedelegeerde verordening (EU) 2024/1366 beschrijft als volgt de context waarin die verordening is uitgevaardigd:

“Richtlijn (EU) 2022/2555 van het Europees Parlement en de Raad omvat maatregelen voor een hoog gezamenlijk niveau van cyberbeveiliging in de Unie. Verordening (EU) 2019/941 van het Europees Parlement en de Raad vormt een aanvulling op Richtlijn (EU) 2022/2555 door te waarborgen dat cyberbeveiligingsincidenten in de elektriciteitssector naar behoren als een risico worden aangemerkt en dat de maatregelen daartegen naar behoren in de risicoparaatheidsplannen worden opgenomen. Verordening (EU) 2019/943 vormt een aanvulling op Richtlijn (EU) 2022/2555 en Verordening (EU) 2019/941 door specifieke regels voor de elektriciteitssector op het niveau van de Unie vast te stellen. Bovendien vormt deze gedelegeerde verordening een aanvulling op Richtlijn (EU) 2022/2555 met betrekking tot de elektriciteitssector, waar het grensoverschrijdende elektriciteitsstromen betreft.”

De tweede overweging van de aanhef van het ontwerp stelt dat er een “intrinsiek verband” is tussen de gedelegeerde verordening (EU) 2024/1366 enerzijds en richtlijn (EU) 2022/2555 anderzijds.

7. Het ontworpen artikel 3, § 3, van het koninklijk besluit van 9 juni 2024 (artikel 2 van het ontwerp) wijst de “bevoegde instantie” aan, bedoeld in artikel 4, lid 1, van de gedelegeerde verordening (EU) 2024/1366, te weten de “federale minister bevoegd voor Energie of, bij delegatie van deze laatste, een leidend personeelslid van zijn/haar administratie (waarbij de minister in voorkomend geval per deelsector een andere gemachtigde kan aanwijzen).”

8. Naar aanleiding van een vraag over de aanhefverwijzing naar artikel 15 van de wet van 26 april 2024 als rechtsgrond van het ontwerp, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Omtrent punt 2 informeren wij u hierbij als volgt. Artikel 15 van de wet 26 april 2024 verleent aan de Koning machtiging tot aanduiding van een sectorale overheid en inspectiedienst, die een omzetting vormt van richtlijn 2022/2555. Verordening (EU) 2024/1366 vormt een aanvulling op richtlijn 2022/2555, zie overwegende 3 van de Verordening (EU) 2024/1366, en voorziet in artikel 4 dat ieder

EU lidstaat een bevoegde instantie aanduidt voor de implementatie van die verordening. Het voorliggende besluit beoogt op nationaal Belgisch niveau uitvoering te geven specifiek aan artikel 4 van voornoemde Verordening (EU) 2024/1366. Het voorliggende ontwerp besluit vindt zijn wettelijke basis in artikel 15 van de wet 26 april 2024 in samenhang gelezen met artikel 108 van de Grondwet (algemene verordenende bevoegdheid aan de Koning) en artikel 37 van de Grondwet (de bevoegdheid van de Koning om diens overheid in te organiseren).”

Uit dat antwoord valt af te leiden dat het ontwerp ertoe strekt in aansluiting op richtlijn (EU) 2022/2255 een specifieke autoriteit aan te wijzen, met taken die beperkt zijn tot de beveiliging van grensoverschrijdende elektriciteitsstromen en waarvan de opdrachten gelijkaardig zijn aan die van de sectorale autoriteit voor de sector energie die in artikel 3, § 2, 1°, van het koninklijk besluit van 9 juni 2024 wordt vermeld.

9. In het licht van alle bovenstaande overwegingen moet worden bepaald of het ontwerpbesluit rechtsgrond kan vinden in de algemene bevoegdheid tot het uitvoeren van wetten die voortvloeit uit artikel 108 van de Grondwet in combinatie met de wet van 26 april 2024.

Krachtens artikel 108 van de Grondwet kan de Koning uit het beginsel en de algemene opzet van de wet de gevolgen afleiden die daaruit op natuurlijke wijze voortvloeien, rekening houdend met de geest waarin de wet is tot stand gekomen en met de doeleinden die zij nastreeft, zonder dat Hij de draagwijdte ervan mag uitbreiden of beperken.¹

Gelet op de verwevenheid en het “intrinsieke verband” tussen de gedelegeerde verordening (EU) 2024/1366, richtlijn (EU) 2022/2555 en verordening (EU) 2019/943, biedt artikel 108 van de Grondwet in combinatie met de wet van 26 april 2024 voldoende rechtsgrond om het ontworpen besluit vast te stellen.

Bijgevolg, en overeenkomstig de aanbevelingen inzake wetgevingstechniek,² moet de verwijzing naar artikel 15 van die wet uit het vierde lid van de aanhef weggelaten worden.

Aangezien het ontwerp zijn rechtsgrond ontleent aan artikel 108 van de Grondwet in combinatie met de wet van 26 april, moet bovendien de verwijzing naar artikel 37 van de Grondwet uit het derde lid van de aanhef weggelaten worden.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Krachtens artikel 6, § 1, van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’ en de uitvoeringsbesluiten ervan, is het vormvereiste van de impactanalyse enkel verplicht gemaakt voor ontwerpbesluiten “waarvoor de tussenkomst van de Ministerraad is vereist door een wettelijke of reglementaire bepaling”.

¹ Cass. 5 mei 1970, *Arr.Cass.* 1970, 823-827.

² *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 23.1, c).

Aangezien het voorliggende ontwerp niet tot die categorie behoort, moet het zesde lid van de aanhef worden weggelaten.

Men kan impactanalyse in een overweging vermelden. In dat geval moet worden vermeld op welke datum die analyse is uitgevoerd.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO